

(c) Loïc Salmon



Chine : montée en puissance régionale et internationale

Fin 2014, le produit intérieur brut de la Chine en parité de pouvoir d'achat a dépassé celui des Etats-Unis, qui la considèrent comme une menace depuis les années 1990. En renforçant son expertise sur elle, l'Union européenne, sa partenaire et rivale, améliore sa liberté d'action vis-à-vis des Etats-Unis.

Ce thème a fait l'objet d'une conférence-débat organisée, le 3 octobre 2019 à Paris, par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Y sont intervenus : Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique ; Alisée Pornet, économiste à l'Agence française de développement. En outre, l'association Les Jeunes IHEDN a organisé, le 10 octobre à Paris, une conférence-débat complémentaire sur Hong Kong et Taïwan. Y sont intervenus : Eric Meyer, journaliste et écrivain installé en Chine depuis 1987 ; Stéphane Corcuff, enseignant à l'Institut d'études politiques de Lyon.

Craintes occidentales. L'entrée de la Chine dans l'organisation mondiale du

commerce en 2001 lui a facilité l'accès aux marchés internationaux, sans conduire à une démocratisation politique comme l'espéraient les pays occidentaux, explique Antoine Bondaz. La crise économique et financière de 2008-2009 a mis en avant le déclin de l'Occident et la résurgence de la Chine. Pour les Etats-Unis, le poids économique et militaire de la Chine est ressenti comme une menace dans leurs domaines de compétitivité et donc pour leurs intérêts. La diaspora chinoise est perçue de la même façon. Les dépenses militaires de la Chine, quoique moindres qu'il y a 15 ans en pourcentage du produit intérieur brut, augmentent mécaniquement pour atteindre 250 Md\$ en 2019, soit autant que l'ensemble des budgets militaires du Japon et des pays de l'Asie du Sud-Est. Les investissements portent notamment sur les satellites, la robotique, les missiles, l'intelligence artificielle et le planeur hypersonique associé à un lanceur. L'intégration civilo-militaire se poursuit avec les grands groupes privés, comme Huawei, et les petites et moyennes entreprises. Depuis 2018, une loi oblige les laboratoires clés dans les domaines des innovations civiles et militaires à fournir des données sur leurs personnels et les résultats de leurs travaux. La capacité militaire de la Chine connaît une croissance qualitative continue en interarmées et en opérabilité. Toutefois, la Marine chinoise reste surtout à proximité et ne s'aventure guère jusqu'au détroit d'Ormuz, alors que la Marine américaine peut bloquer celui de Malacca et donc ses principaux échanges commerciaux par mer. Première puissance économique et militaire dans le monde depuis 1945, même pendant la guerre froide contre le bloc de l'Est, les Etats-Unis redoutent qu'une nation non blanche lui ravisse cette prééminence. De son côté, la Chine veut éviter un décrochage technologique par rapport à l'Occident, qu'elle veut rattraper par la recherche et l'innovation.

Capacité chinoise d'innovation. La Chine a commencé par importer de la technologie étrangère pour développer son potentiel de recherche et de développement (R&D), rappelle Alisée Pornet. Par le biais de co-entreprises avec obligation d'une participation chinoise de 51 % au capital et de fourniture du projet clé en mains, elle a assuré la formation de son personnel, en captant notamment des technologies japonaises. En 1985, elle change de politique pour créer une « dynamique de champions » avec des plans quinquennaux destinés à la placer en pointe dans l'innovation. Le capitalisme d'Etat s'allie aux grandes entreprises privées ou publiques pour produire de l'innovation. Parallèlement à la limitation d'envois d'étudiants à l'étranger, le nombre de dépôts de brevets chinois s'est accru, passant de 1.000 en 2000 à 55.000 en 2014. L'Etat augmente

ses dépenses en R&D dans le domaine militaire auprès d'entreprises subventionnées, auxquelles il garantit une protection juridique dans le monde. L'économie numérique chinoise repose sur des millions d'utilisateurs, qui font remonter l'information. Les investissements en R&D portent surtout sur les domaines où les autres pays ne vont pas. Le projet des routes de la soie inclut des liaisons par satellites avec les pays traversés. Enfin, l'Inde concurrence la Chine en matière d'innovation.

Faibles stratégiques. Hong Kong, qui pourrait réclamer l'indépendance, et Taïwan, qui entend la conserver, minent la stratégie de la Chine. Colonie britannique pendant 99 ans (1898-1997), **Hong Kong** disposait d'une population polie et instruite, compromis entre la Chine et l'Europe, inspirant stabilité et confiance, qui n'existent plus aujourd'hui, indique Eric Meyer. En 1993, la colonie britannique représentait 27 % du produit intérieur brut de la Chine à qui elle a été rétrocédée en 1997. Cette proportion est tombée à 2,9 % en 2017. Pour mieux arrimer l'île et ses nouveaux territoires au continent, Pékin y a entrepris de grands chantiers et a notamment investi 20 Mds\$ dans la construction d'un nouveau port. Actuellement, 65 millions de touristes chinois s'y rendent chaque année et y dépensent 630 \$ par personne. Le modèle scolaire britannique se trouve à l'origine de la créativité de Hong Kong, laquelle implique la liberté, notion incompatible avec le régime politique chinois. Le processus électoral actuel n'inspire plus confiance depuis le grignotage des libertés de la presse et des écrivains, qui s'exilent au Canada ou en Australie. Les mouvements de protestation pour la défense des droits de l'homme, lancés le 31 mars 2019, ont mobilisé 1 million de personnes le 9 octobre. Les manifestants, pour la plupart nés après le départ des Britanniques, savent que leur avis ne sera pas pris en compte et estiment que la créativité de l'île disparaîtra avec la liberté. Porte-parole de Pékin, le gouvernement de Hong Kong n'exclut plus d'appeler les 150.000 policiers chinois massés à la frontière pour rétablir l'ordre. Cela sonnerait le glas du principe du traité de rétrocession en vigueur jusqu'en 2047, à savoir « Un pays, deux systèmes », socialiste pour la Chine et capitaliste pour Hong Kong. De son côté, Stéphane Corcuff rappelle que la République populaire de Chine veut reconstituer un Etat fort et stable dans les frontières de la fin de l'empire en 1911. En outre, elle se considère comme seule représentante des communautés chinoises dans le monde. Alors que Hong Kong se trouve déjà dans sa sphère d'influence, **Taïwan** dispose de son propre régime et ne dépend pas d'elle. En 1949, le gouvernement nationaliste de la République de Chine s'est

réfugié dans cette île de 26.000 km², en emportant l'or de la Banque centrale et les biens culturels. Il conserve sa représentation à l'ONU et son siège permanent au Conseil de sécurité jusqu'en 1971. Au cours des années 1960-1970, la Chine oublie Hong Kong, qui devient une importante place financière et une porte utile pour ses exportations, et concentre ses efforts sur la « libération » de Taïwan. Pékin imagine, pour Taipei, le principe « Un pays, deux systèmes », qui sera appliqué à Hong Kong lors des négociations avec Londres entre 1979 et 1982. La Chine n'exclut pas de recourir à la force pour conquérir Taïwan, mais n'ose pas encore intervenir pour des raisons politiques, diplomatiques et militaires.

Loïc Salmon

Chine : routes de la soie, conséquences induites

Chine : une stratégie d'influence pour la puissance économique

Chine : l'intelligence artificielle, priorité de sécurité nationale